

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège

Colomiers, le 13 octobre 2025

DREAL Occitanie UID-31-09/ENV6

4 Avenue Didier Daurat CS 40331

31776 COLOMIERS CEDEX

uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2025

Contexte et constats

publié sur 

AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader

35 avenue Jean Monnet

31 770 Colomiers

Références : 2025/499

Code AIOT : 0006802344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2025 dans l'établissement AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader implanté 35 avenue Jean Monnet 31 770 Colomiers.

Dans le cadre de sa mission d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, la DREAL a décidé de mener en 2025 une campagne de contrôles inopinés pour vérifier la conformité réglementaire des installations de la société AIRBUS OPERATIONS SAS - site Clément Ader par rapport aux prescriptions applicables à ses rejets aqueux. Les dates d'intervention sont fixées sans que l'établissement en soit préalablement informé. Un courriel a été transmis le 21/11/2024 en ce sens par les services de l'inspection des installations classées à l'exploitant.

En août 2025, la laboratoire mandaté pour effectuer les prélèvements de rejets aqueux pour le site de Clément Ader s'est vu refusé l'accès pour des raisons de non disponibilités de personnel AIRBUS sur site et d'absence d'autorisation pour entrer sur site.

L'inspection des installations classées a donc, pour l'inspection du 13/10/2025, pris attache avec le prestataire en charge des prélèvements afin de l'accompagner pour réaliser sa campagne de prélèvements réglementaires sur le site de Clément Ader.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader
- 35 avenue Jean Monnet 31770 Colomiers
- Code AIOT : 0006802344 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société Airbus Operations SAS, site de Clément Ader, est spécialisée dans le domaine de la construction aéronautique et est située 35 Avenue Jean Monnet sur la commune de Colomiers (31 770).

Thèmes de l'inspection : Eau de surface

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires avant rejet	AP Complémentaire du 08/01/2014, article Article 4.3.9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
3	Surveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 07/01/2014, article Article 9.2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagement des points de prélèvements	AP Complémentaire du 08/01/2014, article Article 4.3.6.2.1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'inspection a relevé 3 constats dont 2 nécessitant un retour (résultats d'analyses) afin de déterminer la conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement des points de prélèvements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/01/2014, article Article 4.3.6.2.1	
Thème(s) : Risques chroniques Accès	
Prescription contrôlée : Sur chaque point de rejets du site est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (température, concentration en polluant...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit laisser les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur, dans le respect des procédures de sécurité en vigueur sur le site concerné.	
Constats : Lors de l'inspection, le technicien environnement de la société prestataire en charge du contrôle inopiné (prélèvement 24 h sur les rejets en eau de la station du bâtiment C15) s'est présenté au poste de garde principal du site Clément Ader à 8h. Le prestataire en charge du suivi de la station a été appelé afin d'accueillir et d'accompagner le technicien environnement préleveur. En lien avec la responsable environnement du site Clément Ader et le service sécurité du site, il a été convenu qu'un simple badge visiteur serait nécessaire pour ce contrôle inopiné, ainsi que les autres, sans information au préalable. Un enregistrement de la plaque d'immatriculation ainsi qu'une vérification du contenu du véhicule a été fait en passant le poste de garde.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées n'a pas de remarque particulière sur ce point.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 2 : Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires avant rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/01/2014, article Article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques Rejets de la station de traitement C15

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites en concentration.

La fréquence des contrôles à réaliser sur ces points de rejets est fixée au TITRE 9 du présent arrêté.

Article 4.3.9.1. Rejets de la station de traitement C15

Sortie de la station de traitement des effluents (bâtiment C15) - ENV.PLU.C15.001		
Paramètres	Concentration maximale	Flux maximal
Débit	24 m ³ /j	
pH	5,5 < pH < 8,5	-
Température	< 30°C	-
MES	100 mg/l	2400 g/j
DCO	300 mg/l	7200 g/j
DBO5	100 mg/l	2400 g/j
Indice phénols	0,3 mg/l	7,2 g/j
Azote global	-	2000 g/j
Phosphore	-	240 g/j
Cyanures	0,1 mg/l	2,4 g/j
Chrome 6	0,1 mg/l	2,4 g/j
Chrome total	0,5 mg/l	12 g/j
Plomb	0,5 mg/l	12 g/j
Cuivr	0,5 mg/l	12 g/j
Nickel	0,5 mg/l	12 g/j
Zinc	2 mg/l	48 g/j
Manganèse	1 mg/l	24 g/j
Etain	2 mg/l	48 g/j
Al Fe	5 mg/l	120 g/j
AOX	-	24 g/j
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	240 g/j
Fluorures	15 mg/l	360 g/j

En cas de raccordement des rejets de la station C15 au réseau communal des eaux usées, les rejets de la station C15 doivent respecter l'article 34 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié.

Constats :

Lors de l'inspection, le technicien environnement de la société prestataire en charge du prélèvement a procédé à la pose d'un préleveur automatique 24h asservi au débit de la station.

Il a été annoncé un volume journalier de 22 m³ en sortie de station.

Ce volume sera vérifié le 14/10/2025 lors de la dépose du matériel.

Des mesures en continu seront réalisées sur les 24h (pH et température).

Les effluents seront mis en flacons et envoyés au laboratoire d'analyse le 14/10/2025. Les résultats sont attendus à compter du 03/11/2025 et seront envoyés à AIRBUS ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées n'a pas de remarque sur ce point.

La conformité du constat dépendra des résultats d'analyses.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

N° 3 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2014, article Article 9.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques Rejets de la station de traitement C15

Prescription contrôlée :

Sortie de la station de traitement des effluents (bâtiment C15) - ENV.PLU.C15.001				
Paramètres	Concentration maximale	Flux maximal	Fréquence des mesures d'autosurveillance réalisées par l'exploitant	Fréquence du contrôle externe par un organisme extérieur
Débit	24 m³/j	Quotidienne	Trimestrielle	
pH	5,5 < pH < 8,5	-		
Température	< 30°C	-		
MES	100 mg/l	2400 g/j		
DCO	300 mg/l	7200 g/j		
DBO5	100 mg/l	2400 g/j		
Indice phénols	0,3 mg/l	7,2 g/j		
Azote global	-	2000 g/j	Hebdomadaire	
Phosphore	-	240 g/j	Hebdomadaire	
Cyanures	0,1 mg/l	2,4 g/j	Mensuelle	
Chrome 6	0,1 mg/l	2,4 g/j		
Chrome total	0,5 mg/l	12 g/j		
Plomb	0,5 mg/l	12 g/j		
Cuivre	0,5 mg/l	12 g/j		
Nickel	0,5 mg/l	12 g/j		
Zinc	2 mg/l	48 g/j		
Manganèse	1 mg/l	24 g/j		
Etain	2 mg/l	48 g/j		
Al Fe	5 mg/l	120 g/j		
AOX	-	24 g/j		
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	240 g/j		
Fluorures	15 mg/l	360 g/j		

En cas de raccordement des rejets de la station C15 au réseau communal des eaux usées, les rejets de la station C15 doivent respecter l'article 34 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié.

Les résultats des analyses réalisées dans le cadre de l'autosurveillance et des contrôles externes sont saisis mensuellement dans l'application GIDAF - Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente du ministère en charge des installations classées.

Constats :

Lors de l'inspection, le technicien environnement a indiqué qu'à réception des résultats d'analyses, ils seront saisis sous GIDAF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées n'a pas de remarque sur ce point.

La conformité du constat dépendra des résultats d'analyses.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois